

L'Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 15 au 28 juillet 2013 – n°128

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Pour que les entrepreneurs soient mieux compris...

Par Patrick Apel-Muller, Directeur de la rédaction de l'Humanité.

Les chiffres publiés par le magazine Challenges, qui évalue à 25 % en 2012 l'augmentation du patrimoine des grandes fortunes françaises, sont stupéfiants.

D'autant plus démesurés que, la même année, la population connaissait la plus importante baisse du pouvoir d'achat depuis trente ans, le chômage battait des records, et 80 000 personnes de plus basculaient chaque mois dans la pauvreté.

L'austérité est bien un mécanisme à deux vitesses qui écrase les droits et les ressources du plus grand nombre pour alimenter la croissance infernale des profits et des dividendes. Voilà pourquoi le Medef et les ultralibéraux réclament sans cesse une réduction des dépenses publiques, des salaires bloqués, des retraites repoussées et des services publics démantelés.

C'est la vocation des discours sur la compétitivité si complaisamment relayés dans les allées du pouvoir.

25 % en un an... Là réside le choc de compétitivité, qu'on nous promettait ! « Il faut faire en sorte que les entrepreneurs soient mieux compris », proclame Bernard Arnault, propriétaire de LVMH. Et il ajoutait : « Pour redynamiser l'économie, il faut alléger les prélèvements » et « réduire significativement la dépense publique ».

Des efforts consistants, entamés par Nicolas Sarkozy et visiblement poursuivis, ont été accomplis l'année dernière et autorisent la première fortune de France à l'augmenter de 3,1 milliards d'euros en 2012.

Continuons cet effort d'assimilation de l'expression patronale.

Lorsque Serge Dassault dépose, le 8 juillet 2013, au Sénat, sa proposition de loi sobriement intitulée « Réduire les charges sur les salaires des entreprises », c'est qu'il juge que son 5e rang parmi les ultra-riches et les 2,9 milliards de croissance en un an sont indignes de lui.

Quant à Gérard Mulliez, propriétaire d'Auchan, s'il déplore « le manque de formation à l'économie de beaucoup de gens », c'est qu'ils ne voient pas en « la fiscalité, (le) premier frein à l'emploi ». Placé en 3e position, voilà un homme ambitieux qui ne se résout pas à n'avoir engrangé que 1 milliard de plus.

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches », écrivait Victor Hugo.

Et l'on ne peut compter, comme veut le faire croire le ministre des Finances, Pierre Moscovici, sur une autorégulation des seigneurs des marchés.

Ces chiffres dévoilent l'appel au sacrifice des Français et l'obligation des politiques de rigueur comme des impostures.

La seule augmentation des dix plus grandes fortunes en 2012 suffirait à éponger le déficit du régime des retraites à l'horizon 2020 et représente 2,4 fois ce que le dernier plan du gouvernement français envisage de consacrer à l'investissement dans l'industrie durant les dix prochaines années.

Combien d'emplois ont été détruits par cet accaparement et combien pourraient être créés s'il y était mis un terme ?

Si les gouvernants d'ici et d'ailleurs en Europe restent « sourds comme l'oreille d'une cloche », selon le mot de Paul Éluard, il n'est pas certain qu'ils puissent continuer, imperturbables, sur la même voie.

L'abattement populaire rencontre des limites...

Patrick Apel-Muller

SOMMAIRE

P1 Édito – Sommaire

P2 Agenda – Glières fête la liberté

P3 Interview Hollande –
Déraillement Brétigny –
PS/retraites – Tarif EDF

P4 Urgence écologique –
Delphine Batho – Le Pen
en flagrant délit - Aux
côtés du peuple égyptien
– A lire

P5 Intensifier le
mouvement de solidarité
en France et en Europe
avec le peuple palestinien
– Interdiction de survol
pour Moralès – L'Huma
Dimanche du 11/7

**P6 RASSEMBLER DANS
LES LUTTES POUR
L'ALTERNATIVE RADI-
CALE D'UN AUTRE EURO**

P7 La gauche sans la
culture n'est pas la gauche
– Droits d'auteurs –
Réaction du PCF de l'Ain
aux propos de Stéphanie
Pernod-Beaudon (UMP) qui
assimile le Front de
Gauche au Front National

**P8-10 Appel à la
résistance du 10 juillet
1940**

P10 Métropole de Lyon : le
PCF demande la tenue
d'un référendum

P11 André Chassaigne :
"La rigueur n'épargne pas
les transports" – Lettre au
Président de la République
sur le Grand marché
transatlantique

P12 Retraites, emplois,
formations... Été chaud,
rentrée bouillante ! -
Aidons l'Huma ! - Alain Le
Vern retire les délégations
de ses deux vice-
présidents communistes

P13-16 Assises pour
changer de cap : **numéro
bilan de Communistes**

Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce qui illégalement privatisé par quelques-uns

le samedi de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Jeudi 18 à samedi 20 juillet journées d'action Union Locale CGT Annecy

Dimanche 21 juillet Glières fête la liberté

Lundi 22 juillet 20H réunion Chaîne Humaine contre les haines

Mercredi 24 juillet A.G. M.J.C.F. 74



DIMANCHE 21 JUILLET 2013

LE PLATEAU EN FÊTE

EN MATINÉE

- Randonnée et découvertes
- Montées libres au Plateau par les sentiers de mémoire
- 10h30 Messe à la chapelle de Notre-Dame des Neiges. (20 minutes de marche à partir du parking de DRAN accès voiture pour personnes à mobilité réduite)

À TOUTE HEURE

Buvette, casse-croûte, dégustation de fromages et vente par les alpagistes

L'APRÈS-MIDI

- Sur l'esplanade du col des Glières :
- Animations musicales et festives
- Fanfare du 27^{ème} BCA
- Orchestre "Un air de famille"
- Animations nordiques
- Mur d'escalade
- Stand des alpagistes
- Stand spéléologie
- **Évocation historique**
- Parachutage

TRANSPORTS

- Covoiturage conseillé
 - raliement pour la descente : Maison du Plateau
 - Transports organisés : Petit-Bornand / Entremont départ mairie du Petit-Bornand 13h retour fin d'activités
- <http://www.covoiturage.cg74.fr/evnement/glieres-fete-la-liberte>



VENEZ À GLIÈRES POUR FÊTER LA LIBERTÉ

Le Plateau des Glières a été, en février-mars 1944, le lieu où se sont déroulés des événements dramatiques qui ont causé bien des souffrances et des deuils. Personne ne les oublie.

Mais Glières c'est aussi, pour la Haute-Savoie, le berceau de cette précieuse liberté que nous pouvons désormais fêter dans la joie comme en ont rêvé ceux qui se sont battus pour la conquérir. C'est le lieu d'où est parti en août 1944 l'élan de la libération pour tout ce département, grâce aux armes parachutées ici le 1^{er} août. Ce jour-là le Plateau avait retrouvé le sourire qui peut être le nôtre aussi.

Car, tout en étant un lieu de mémoire, le Plateau est un lieu de vie pastorale et un vaste espace naturel protégé, ouvert à tous, que nous souhaitons vous faire mieux connaître.

Pour cela, nous vous invitons tous ensemble à faire la fête:

"GLIÈRES FÊTE LA LIBERTÉ".

Cette manifestation est organisée par l'Association des Glières pour la Mémoire de la Résistance avec le concours des partenaires suivants:

- le Conseil Général de la Haute-Savoie
- les Communautés de Communes Faucigny-Glières, Pays de Fillière, Pays Rochois, Vallées de Thônes
- La Ville d'Annecy
- Les offices de tourisme et les comités des fêtes du tour du plateau
- le 27^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpins "Bataillon des Glières"
- le Groupement de Gendarmes de Haute-Savoie
- le Service Départemental d'Incendie Secours 74
- la Société d'Économie Alpine et les alpagistes du plateau
- le Comité Départemental de Randonnée Pédestre
- l'USEP (Union Sportive de l'Enseignement Premier degré)
- la FOL (Fédération des Œuvres laïques)
- JONF (Office National des Forêts)
- Haute-Savoie Nordic
- Spéleoclub d'Annecy



RENSEIGNEMENTS

Office de Tourisme Faucigny-Glières
Point d'Informations touristiques PETIT BORNAND
148 place Hôtel de Ville
74130 - BONNEVILLE
Tél: 04 50 97 38 37 - 04 50 03 52 38
www.tourisme-faucigny-glieres.fr
info@tourisme-faucigny-glieres.fr

Office de Tourisme Pays de Fillière
Place de la Mairie
74570 - THORENS GLIERES
Tél: 04 50 22 40 31
www.tourisme-en-filliere.com
accueil@tourisme-en-filliere.com

Office de Tourisme la Roche sur Foron
Place Andrevetan
74800 - LA ROCHE SUR FORON
Tél: 04 50 03 36 68
www.larochesurforon.com
info@larochesurforon.com

Office de Tourisme Thônes Val-Sulens
Maison du Tourisme
4 place Avet
74230 - THONES
Tél: 04 50 02 00 26
www.thones-valsulens.com
infos@thones-valsulens.com

Mairie d'Entremont
Tél: 04 50 03 51 90

Site Association des Glières
www.glieres-resistance.org

Site CDRP 74
<http://haute-savoie.fr/randonnee.fr>

RANDONNÉES ET DÉCOUVERTES SUR LE PLATEAU

HISTOIRE

L'histoire des Glières commentée par des guides du service mémoire du Conseil Général.

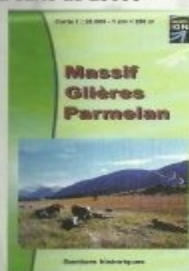
- Sentier guidé à 10h30 et 15H
- Animations historiques toute la journée
- Jeu concours
- Projections de films au Bâtiment "Mémoire du Maquis"
- Exposition du 40^{ème} anniversaire du monument

NATURE

Exposition faune et flore
Circuit "Nature" proposé par l'USEP (Union Sportive de l'Enseignement du Premier Degré) au départ du chalet SONNERAT. (Accessible à tous, en famille, même aux jeunes enfants)

DÉCOUVERTE

Montées libres par les sentiers historiques (sous réserve d'accessibilité)
Se reporter au Topoguide et la carte au 25000^{ème}



FFRandonnée

JEUX ET ANIMATIONS APRÈS-MIDI



ÉVOCACTION HISTORIQUE

- par Ingrid Boymond et le groupe musical "Un air de famille"

ACTIVITÉS ENFANTS

- Jeux traditionnels en bois
- Découverte mur d'escalade du 27^{ème} BCA
- Animations de la ferme

ANIMATIONS NORDIQUES

- Atelier d'initiation au biathlon
- Démonstration: sprint skis à roulettes par l'équipe Haute-Savoie nordic

PASTORALE

- Fabrication du reblochon
- Stand des alpagistes

SPÉLÉO

PARACHUTAGE

Parachutage de précision des drapeaux alliés par le Paraclub d'Annecy

Interview de François Hollande : la méthode Coué ne fait pas une vision pour la France

L'intervention du Président de la République n'est sûrement pas de nature à rassurer les Français inquiets de la montée du chômage et des inégalités. Il ne convainc personne en répétant que l'austérité budgétaire nous sortira de la crise, encore moins quand il affirme contre toute évidence que "la reprise est là".

Alors que tant de Français souffrent au quotidien, que beaucoup ne partent pas en vacances, il a ignoré les priorités de l'emploi, de logement, de salaires du pays. Il a beau parler d'avenir, la méthode Coué ne fait pas une vision pour la France. Pire, sur les retraites, il maintient le cap d'un allongement de la durée de cotisation, balayant d'un revers de main les objections syndicales comme celles qui viennent de son propre parti. Quant aux conséquences à tirer de la catastrophe ferroviaire de Brétigny-sur-Orge, il assure que les moyens seront donnés à la rénovation du réseau. La plus grande vigilance sera de mise pour qu'il en soit ainsi dans la future loi d'organisation du transport ferroviaire.

Enfin, pour combattre le Front national dont il dit le danger, l'appel à la discipline de la majorité ne fait pas le compte: il faut d'urgence un changement de cap politique. Nous allons continuer d'agir pour l'obtenir le plus vite possible.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Déraillement de Brétigny-sur-Orge : « L'heure est à l'enquête qui doit déterminer les causes du drame » (Pierre Laurent)

Le déraillement du train corail inter-cités Paris-Limoges et les très nombreuses victimes qu'il a provoquées suscitent une émotion nationale légitime. Je la partage profondément.

Je veux au nom du PCF saluer le courage et l'efficacité de tous les services de secours mis en œuvre face à cette catastrophe par les cheminots, les services de santé, de police et de gendarmerie. J'adresse mes condoléances aux familles des victimes décédées et mon soutien aux blessés et à leurs proches. Je veux également dire ma solidarité aux cheminots que je sais durement atteints en de telles circonstances.

L'heure est à l'enquête qui doit déterminer les causes du drame. Nous en attendons la plus grande transparence. Il est trop tôt pour s'avancer et le temps nécessaire aux investigations doit être respecté.

De nombreuses questions légitimes se posent notamment sur cette ligne POLT (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse) sur laquelle les retards d'investissements sont avérés, et plus globalement sur l'entretien du réseau. Toutes devront trouver réponses au plus vite. Le PCF sera extrêmement vigilant.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Le docteur Kierzec, responsable des urgences de l'Hôtel-Dieu doit être réintégré

Le Dr Gérald Kierzec, responsable du Service des urgences de l'Hôtel-Dieu vient d'être démis de ses fonctions. La direction lui reproche son rôle de porte-parole actif du comité de défense des urgences de l'Hôtel-Dieu.

Cette sanction est inadmissible ! Faute d'argument valable, pour défendre son invraisemblable projet de fermeture de l'établissement, l'AP-HP tente de faire taire le Dr Gérald Kierzec avec des mesures administratives.

Je serai ce soir à ses côtés à 18h avec Ian Brossat, le président du groupe communiste de Paris pour exiger la réintégration du Dr Gérald Kierzec, un moratoire sur la transformation de l'Hôtel-Dieu et pour soutenir le projet alternatif des personnels.

Pierre Laurent, sénateur de Paris et secrétaire national du PCF

Retraite/PS : « un encouragement à amplifier la mobilisation »

La déclaration que le Bureau national du Parti socialiste vient d'adopter sur les retraites porte la marque des fortes inquiétudes qui s'expriment dans le pays face au risque d'une nouvelle réforme de régression du droit à la retraite.

Si cette déclaration ne propose pas de revenir sur les réformes Fillon comme la gauche devrait le faire, elle écarte plusieurs pistes du rapport Moreau dont la désindexation des pensions et l'accélération de l'allongement de la durée de cotisation à 44 annuités avant 2020.

Elle soutient également l'idée d'une taxation des revenus du capital parmi les ressources nécessaires, comme nous le proposons depuis longtemps.

Cette déclaration reste sur bien d'autres points loin du compte mais elle laisse transparaître beaucoup de doutes par rapport aux premières déclarations présidentielles estimant que l'allongement de la durée de cotisation était la mesure la plus juste.

C'est un encouragement à amplifier la mobilisation contre tout recul des droits à la retraite et l'émergence d'un espace de rassemblement large sur cette question. Il faut aller beaucoup plus loin. Le droit à la retraite à 60 ans, ADN de la gauche, doit être au cœur de nos mobilisations. C'est ce que le PCF défend en avançant des propositions alternatives de financement.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Tarif EDF : à défaut d'être chaud, l'hiver s'annonce coûteux !

La première décision de Philippe Martin comme ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie est d'augmenter les tarifs d'électricité de plus de 5 % pour 2013 et 2014.

Il s'agit de la plus forte hausse de ces dix dernières années. A défaut d'être chaud, l'hiver s'annonce coûteux ! Cette annonce représente un cadeau de départ en vacances, dont nombre de français auraient aimé se passer ! Cette augmentation est inacceptable. Elle porte exclusivement sur les tarifs réglementés pour les particuliers : une fois encore les grandes entreprises en sont préservées.

La Commission de régulation de l'énergie demandait depuis plusieurs années une augmentation des tarifs de l'énergie pour donner à EDF les moyens d'investir dans son outil industriel et productif. Le gouvernement Sarkozy/Fillon avait volontairement limité les hausses dans la perspective des élections présidentielles et législatives de 2012.

Si EDF doit disposer de moyens financiers pour faire face à ses charges, le Parti Communiste considère que d'autres solutions doivent être utilisées. Ainsi l'État, qui est actionnaire majoritaire d'EDF, détenant 84,48% de son capital, prélève 2,3 milliards d'euros de dividendes par an. Nous proposons donc que l'État, fasse l'impasse sur cette recette pour son budget général et permette à EDF de consacrer cette part de son chiffre d'affaire à ses activités.

L'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie ne fait pas baisser les prix, bien au contraire !

Cette libéralisation conduit à des gâchis : affectation des ressources de l'entreprise au développement international plutôt qu'interne, revente d'une partie de l'électricité nucléaire contrainte à ses concurrents privés (loi NOME), passation de contrats de gré à gré avec les grandes entreprises accentuant la mise en concurrence.

C'est pour cette raison que nous défendons la création d'un pôle 100 % public de l'énergie et que nous préconisons la création d'une commission pluraliste (élus, salariés, particuliers, entreprises, associations et partis politiques) pour fixer en toute transparence les tarifs de l'énergie.

L'urgence écologique et sociale ne peut s'accommoder des coupes sombres budgétaires

Alors que l'annonce de la réduction de 7% du budget du ministère de l'Écologie, pour l'année 2014, sonne le glas des grandes ambitions environnementales pour notre pays, le coup de gueule de l'ex-ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, Delphine Batho, apparaît insupportable pour les tenants de l'austérité à tout prix au moment où, ici et ailleurs dans le monde, il y a urgence à relever les défis environnementaux.

L'éviction autoritaire de Delphine Batho et son remplacement immédiat par Philippe Martin, rédacteur de l'accord politicien Europe Écologie les Verts/PS pour les législatives, est de bien mauvaise augure. Pourtant, l'urgence écologique et sociale ne peut s'accommoder des coupes sombres budgétaires de la modernisation de l'action publique. Alors que Delphine Batho devait présenter dans 15 jours, les conclusions du débat public national sur la transition énergétique, elle est remplacée par un homme qui aura fort à faire, dans ces conditions, pour présenter un avenir énergétique à la France, qui tienne compte des exigences portées par les citoyens qui refusent toute augmentation inéluctable des tarifs de l'énergie.

Pour les communistes et leurs élu-e-s, quel que soit le ministre de l'Écologie en place, il faut savoir saisir les vents nouveaux pour changer de cap afin de répondre, à tous ceux qui considèrent, une augmentation des moyens affectés à la politique environnementale, comme indispensable à une lutte résolue contre les inégalités sociales et environnementales. En tout état de cause, nous ne pourrions soutenir un retour sur le devant de la scène d'une taxe sur le diesel ou d'une nouvelle forme de taxe carbone, orchestrant une imposition inégalitaire, dont l'assiette reposerait essentiellement sur les classes moyennes et les familles les plus en difficulté.

Marine Le Pen en flagrant délit de détournement de laïcité

Le Parlement européen vient de voter la levée de l'immunité parlementaire de Marine Le Pen, demandée par la justice pour avoir comparé la tenue de prières musulmanes dans la rue à l'occupation allemande. Que les élus du peuple mis en cause par la justice soient amenés à lui répondre est la moindre des choses. Les protestations de façade du Front national, qui déroule son plan de com, n'ont qu'un but : faire passer l'agresseur pour une victime.

Marine Le Pen doit non seulement être entendue pour les propos qu'elle assume, mais elle doit être condamnée. Il est inadmissible de tenter d'assimiler les musulmans de notre pays à l'armée nazie, pour faire monter un sentiment de peur et de haine contre une partie de la population française en raison de sa pratique religieuse. C'est inadmissible pour les croyants musulmans de notre pays. C'est inadmissible pour les victimes du nazisme.

On ne l'a pas entendue critiquer les processions pascales : elle cherche donc bien à stigmatiser l'islam en particulier. Elle cherche à diviser notre peuple et à orienter sa colère loin des véritables responsables de ses souffrances quotidiennes : les forces de la finance. Contrairement à ce qu'elle raconte, Marine Le Pen en parlant ainsi ne défend pas la laïcité, elle la détourne et elle la piétine. La laïcité n'est pas un principe d'exclusion mais de vivre ensemble. Nous lui refusons le droit de s'en revendiquer et d'en faire un trompeur fonds de commerce. La laïcité n'est pas compatible avec le racisme. Et l'extrême droite n'est décidément pas compatible avec la République.

Pierre Dharréville responsable national du PCF (République, institutions)

Delphine Batho : « une sanction qui frappe une ministre qui a dit la vérité »

Alors que le débat sur les orientations budgétaires 2014 ne fait que commencer, ce matin, sur les ondes de RTL la ministre de l'écologie Delphine Batho a fort justement qualifié le budget de son ministère, en baisse de 7%, de mauvais. Elle a été convoquée dans la foulée, puis congédiée du gouvernement manu militari par François Hollande.

L'austérité a plongé notre pays dans la récession. Elle provoque chômage de masse et précarité.

Elle est vécue comme une véritable trahison par toutes celles et ceux qui, ont voulu au printemps dernier le changement.

Aujourd'hui cette mauvaise politique provoque une crise gouvernementale, avec la sanction qui frappe une ministre qui a tout simplement dit la vérité.

Après l'échec de Villeneuve sur Lot pour lequel l'exécutif n'a toujours pas engagé une analyse de fond, la décision de François Hollande est une nouvelle illustration d'un déni de la réalité et d'une fuite en avant qui n'ont que trop duré.

Il est urgent de changer.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Aux côtés du peuple égyptien

Comme elle l'avait annoncé, l'armée égyptienne a mis un terme au pouvoir des Frères musulmans, contre lequel s'étaient dressés des millions d'Égyptiens qui réclamaient leur départ. Ce pouvoir avait perdu toute légitimité en tournant le dos aux objectifs de la Révolution.

Aujourd'hui, l'Égypte rentre dans une nouvelle étape de son histoire.

Initiée et impulsée par le mouvement Tamarod, la feuille de route discutée et adoptée par l'ensemble de l'opposition, les autorités religieuses et l'armée est sans ambiguïté : mise en place d'un gouvernement provisoire sous l'autorité du Président de la Haute Cour Constitutionnelle, chargé de préparer de futures élections présidentielles, et une nouvelle Constitution.

Ce processus doit être mené jusqu'au bout et permettre de redonner la parole au peuple égyptien pour qu'il décide librement de son destin.

C'est une première avancée. Mais tout reste à faire. En effet, les urgences sociales en matière de lutte contre la pauvreté, le chômage, sont considérables.

Ce besoin de relance économique doit être prioritaire. Il faut aider le peuple égyptien à sortir du marasme actuel marqué à la fois par l'incurie des Frères musulmans et les politiques libérales.

Le Parti Communiste Français est aux côtés du peuple égyptien, des forces démocratiques et progressistes pour « le Pain, la Liberté, la Justice sociale » et pour une Égypte démocratique et souveraine.

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique
numéro spécial
contre l'austérité



Intensifier le mouvement de solidarité en France et en Europe avec le peuple palestinien

De retour d'une visite en Israël et Palestine, du 27 juin au 2 juillet, la délégation officielle du Parti Communiste Français conduite par son secrétaire national, Pierre Laurent, également président du Parti de la gauche européenne (PGE) et sénateur, tient à réaffirmer l'urgence d'une action ferme de la France et de l'Union européenne en faveur de la reprise des négociations de paix.

Cela ne peut plus attendre : la poursuite de la colonisation israélienne, les humiliations et violences quotidiennes perpétrées par l'armée d'occupation et les colons à l'encontre des Palestiniens, les discriminations des populations arabes israéliennes, la pauvreté et les graves inégalités socio-économiques rendent la situation intenable. Cette visite coïncidait avec le passage de John Kerry, émissaire américain, qui s'est à nouveau soldé par un échec devant l'intransigeance du gouvernement israélien qui refuse de geler la colonisation et qui ne respecte pas l'engagement d'Oslo de libérer les prisonniers politiques d'avant 1993.

La délégation entourant Pierre Laurent, composée de Patrick Le Hyaric, député européen et directeur du journal L'Humanité, Lydia Samarbakhsh, responsable des relations internationales du PCF, Mathilde Caroly, conseillère municipale communiste de Saint-Denis, Nordine Idir, secrétaire général du Mouvement Jeunes communistes, et Fernand Tuil, président de l'AJFP (Association de jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises), a été reçue à Jérusalem, Nazareth, Ramallah, Naplouse, Bethléem, Beithuna, aux camps de Balata et de Dheishe, ainsi qu'à la Knesset par le groupe parlementaire Hadash. La délégation a également tenu à se recueillir, lundi 1er juillet, devant la tombe du président palestinien, Yasser Arafat, à Ramallah.

Au cours de ces entretiens et de ces visites, nos interlocuteurs nous ont confirmé et montré sur le terrain à quel point, chaque jour, le gouvernement israélien de B. Netanyahu s'ingénie à bloquer tout processus de dialogue avec les Palestiniens et à attiser la tension.

Le gouvernement s'entête à encourager la poursuite de la colonisation – en particulier à Jérusalem-Est – alors qu'il s'agirait d'amorcer un mouvement réel de décolonisation ; il laisse l'armée détruire les fruits de coopérations internationales et de l'aide humanitaire (même dans les zones où Tsahal n'est pas autorisée à intervenir) alors qu'il s'agirait d'appuyer le développement et les coopérations – y compris entre Israël et la Palestine.

B. Netanyahu et son gouvernement multiplient les arrestations arbitraires et les détentions administratives, et déportent maintenant les Bédouins du Néguev, pourtant « citoyens israéliens », qui sont chassés manu militari de leurs villages, et ceux-ci détruits. Ce sont près de 70 000 personnes, enfants et adultes, qui sont concernées par cette inadmissible opération qui fait l'objet d'un projet de loi !

Israël agit ainsi au mépris du droit international et au mépris des accords d'association qu'il a lui-même passé avec l'Union européenne en violant les clauses de respect des droits de la personne. Or au moment de son passage les 20 et 21 juin derniers, madame Ashton, vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante pour les affaires étrangères et la sécurité, est demeurée absolument silencieuse à ce sujet. Pis, dans les jours qui ont suivi, la commissaire n'a pas aidé les ministres des affaires étrangères européens à s'accorder sur une déclaration commune pourtant soutenue par de nombreux pays.

Le PCF appelle à intensifier le mouvement de solidarité en France et en Europe avec le peuple palestinien pour son droit légitime à un État souverain, dans les frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale, et de solidarité avec ceux qui en Israël se battent contre les discriminations raciales, pour la justice sociale, l'égalité des droits et la dignité.

La France peut commencer par réaffirmer son engagement en faveur de la paix et reconnaître l'État de Palestine, ainsi qu'appuyer son adhésion aux instances internationales. Le gouvernement israélien doit être isolé. Sa politique est la politique du pire ; elle n'offre aucun avenir aux Palestiniens, et si peu aux Israéliens eux-mêmes. La France doit prendre l'initiative de faire suspendre l'accord d'association UE-Israël, de sanctionner les entreprises qui profitent de la colonisation israélienne et au contraire d'encourager et protéger la coopération dans les territoires palestiniens. Après la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, il serait tout à l'honneur de notre pays d'adopter l'étiquetage des produits provenant des colonies.

La Fête de l'Humanité 2013 sera marquée par ce nouvel élan avec le lancement en France de la campagne mondiale pour la libération de Marwan Barghouthi et des prisonniers politiques palestiniens. « Libérer Marwan Barghouthi, c'est libérer la Palestine ». La France doit être au rendez-vous.

Le PCF proteste contre l'interdiction de survol du territoire fait à Evo Morales

Le gouvernement français - avec les gouvernements portugais, italien et espagnol - a refusé cette nuit l'autorisation de survol du territoire français à l'avion transportant le président bolivien Evo Morales qui rentrait dans son pays après le sommet des pays producteurs de gaz réuni à Moscou.

Cette interdiction de survol imposée à l'avion du Président Morales constitue un très grave précédent. C'est un acte d'hostilité délibéré qui comportait un risque manifeste pour la vie du Président bolivien. C'est aussi une consternante manifestation d'obéissance et d'atlantisme empressé vis à vis de l'administration des États-Unis qui s'est permis d'intervenir auprès de tous les gouvernements ayant reçu une demande d'asile de la part d'Edward Snowden afin d'empêcher celui-ci d'obtenir un tel asile.

Le Parti Communiste Français élève la plus vive protestation contre ce comportement politique inacceptable et indigne. Que peuvent valoir les protestations officielles françaises contre l'espionnage américain quand on s'aligne aussi aisément sur les directives de Washington? Un gouvernement de gauche se doit de faire entendre une voix indépendante, progressiste, constructive et respectueuse des pratiques les plus élémentaires de la coopération internationale, et du droit international.



RASSEMBLER DANS LES LUTTES POUR L'ALTERNATIVE RADICALE D'UN AUTRE EURO

L'article collectif « Contre l'austérité en Europe luttons pour un autre euro », publié dans l'Humanité du 12 juin dernier (puis l'e-Humain N°126), a connu un grand retentissement à gauche, en France et, au-delà, en Europe.

Face à une argumentation précise, certains, comme Jacques Sapir, ont choisi le terrain du dénigrement. C'est un aveu de faiblesse face aux critiques des illusions de fausse radicalité en Europe.

Il convient, cependant, de renouveler l'argumentation en faveur des propositions concrètes, radicales et rassembleuses à gauche, portées par les économistes communistes dans le cadre du Front de gauche, contre les tentatives de semer le trouble, d'intimider et de brouiller les pistes dans un débat d'une grande importance politique.

Soulignons seulement trois points fondamentaux sur lesquels, loin de laisser dénigrer les positions alternatives, il convient de développer des luttes unitaires.

Premièrement : Contre la prétendue solution radicale de sortie de l'euro, la « raison la plus importante » opposée à cette fausse solution, comme cela a été avancé dans l'Humanité du 12/06, concerne la désertion de la bataille déjà engagée pour un autre euro, une autre BCE et une autre construction européenne.

Cela concerne la proposition d'un nouveau crédit pour sécuriser et promouvoir l'emploi à partir de la BCE et, aussi, une autre création monétaire de cette dernière pour alimenter un Fonds européen de développement social, solidaire et écologique, notamment pour une expansion des services publics en coopération.

Nos critiques font précisément silence sur cette question et ces propositions cruciales. Cela confirme leur caractère décisif et le besoin de rassembler dans les luttes autour de ces idées nouvelles.

Par ailleurs, d'autres propositions, comme celles de Jacques Nikonoff et Jean-Claude Danglot, de sortir de l'Union européenne, d'opposer la banque de France, le franc et une solution purement nationale à la BCE et un autre euro prétendu illusoire, ne voient pas que :

- déjà la BCE a dû intervenir pour soutenir les pays européens en difficulté sans révision des traités ;
- la création monétaire de l'euro donne une base monétaire pour une croissance européenne solidaire de progrès social, qui serait suffisamment importante et solide pour s'émanciper des marchés financiers et de la spéculation ;
- contre la mondialisation du libéralisme, la construction d'une autre Union européenne fournit une force désormais indispensable pour une politique autonome.

Fuir devant les nouveaux problèmes de notre époque en croyant retourner au passé constitue précisément une illusion fallacieuse.

Deuxièmement : La sortie de l'euro, et donc le retour aux monnaies nationales, serait, suggère-t-on, la solution pour nous acquitter de notre dette publique et, en même temps, mieux écouler nos productions en postulant un jeu favorable des « élasticités-prix ».

Mais notre balance commerciale exprime encore plus qu'hier un déficit endémique, notamment avec l'Allemagne. Une sortie de l'euro impliquerait de facto une dévaluation de notre monnaie nationale qui renchérirait d'autant le coût de nos importations en provenance de ce pays.

Les partisans d'une sortie de l'euro espèrent qu'une baisse du prix des produits fabriqués en France, exprimés dans une monnaie nationale dévaluée par rapport à l'euro, permettrait des gains de parts de marchés susceptibles de réduire le déficit commercial du pays. Mais cela ne pourrait marcher qu'au bout de quelques temps (c'est ce qu'on appelle la « courbe en J » du solde commercial en cas de dévaluation), et à certaines conditions souvent irréalistes :

que les gains de compétitivité ne soient pas annulés par une hausse des profits des entreprises et que l'appareil productif soit capable de répondre à la demande, sans compter les exigences de réduction des salaires et la mise en place de plans de rigueur. Souvent, cela ne marche pas. En outre, l'effet de la dévaluation est surtout d'élever les prix internationaux des importations obligées, donc de contribuer à aggraver le déficit commercial ! C'est ce qui s'est produit en France lors des dévaluations successives des années quatre-vingt. Avec l'affaiblissement de notre tissu industriel, nous serions aujourd'hui dans une situation encore plus vulnérable. L'augmentation des prix des marchandises importées comme celle des matières premières ou encore des productions que la France ne fait plus se traduirait par une poussée inflationniste. Inflation que l'on chercherait à réduire en faisant pression sur les salaires. Et cela contribuerait aussi à maintenir et développer des emplois à faible niveau de qualification. Ce qui concernerait particulièrement l'Europe du sud.

En même temps, une dévaluation alourdirait le coût de la dette. Ainsi, libellée dans la monnaie qui aura cours en France, la valeur de la dette tiendrait nécessairement compte de la nouvelle valeur internationale qu'aurait cette monnaie (avec une dépréciation d'environ 25% par rapport à l'euro, soit autant de surcoût de la dette détenue par des non résidents, c'est à dire immédiatement 8 milliards d'euros de plus à payer en année pleine). Sans tenir compte d'une spéculation éventuelle.

Relancer une croissance saine et durable à partir de nouveaux critères sociaux et environnementaux est indispensable.

Troisièmement : Il convient de s'appuyer sur les luttes qui montent dans tous les pays européens contre les politiques d'austérité impulsées par les gouvernements. Ceux-ci mettent notamment en avant le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (Traité Merkozy). Ils multiplient les efforts de rapprochement vers un fédéralisme, carcan contre le progrès social, contre la démocratie, contre les souverainetés nationales dans une Europe de coopération.

Le pouvoir actuel de la monnaie européenne au bénéfice des marchés financiers commence à être mis en cause. Et l'idée d'un autre euro, à l'opposé de la fausse solution de la sortie de l'euro, progresse à gauche de partout, y compris en Grèce. L'Europe actuelle suscite un véritable mouvement de rejet parmi les populations. Les choix politiques faits au nom des citoyens n'ont eu de cesse de développer la domination des marchés financiers. Le statu quo devient insupportable. Seules des luttes convergentes, à partir des exigences populaires sur l'emploi, les salaires, les services publics peuvent créer le rapport des forces qui permettra, progressivement, de nous émanciper des marchés financiers en nous appuyant sur une tout autre construction européenne.

Cela exige non de se replier, voire d'aviver la concurrence mais de coopérer, de co-élaborer des réponses en capacité de faire reculer la domination du capital et de la finance.

D'où l'idée d'une autre utilisation de l'Euro par une transformation de la politique de la BCE afin de permettre, par une création monétaire commune, de développer l'emploi et les services publics.

La sortie des politiques d'austérité passe par là. Certes les marchés financiers ne sont pas prêts à abdiquer sans luttes acharnées. Mais il n'y a pas d'autres solutions pour s'en sortir que, non seulement accepter ce combat pour une autre utilisation de l'euro et de la BCE, mais de le prendre à bras le corps jusqu'à gagner par des rassemblements de toutes les forces sociales, politiques et idéologiques intéressées à une autre Union européenne de progrès social.

Paul BOCCARA, Frédéric BOCCARA, Yves DIMICOLI,

Denis DURAND, Jean-Marc DURAND, Catherine MILLS

La gauche sans la culture n'est pas la gauche

L'écologie n'est pas la seule victime de l'austérité à la sauce Hollande- Ayrault. Ainsi à la veille des festivals de l'été, les mauvaises nouvelles s'accumulent dans le champ culturel :

■L'année 2014 verra une nouvelle baisse du budget du ministère de la culture (- 2,8% après -4,3 % en 2013). Sans compter les « gels » et les « sur-gels » de crédit de moins en moins « dégelés ». Pour la deuxième année consécutive le gouvernement considère que la culture n'est pas sa priorité et le budget dérisoire qu'il y consacre va de nouveau être sacrifié sur l'autel de l'austérité. Ils sont loin les engagements du candidat Hollande, bien insuffisants au demeurant, de « sanctuariser » le budget ;

■Le mot culture a disparu de l'acte 3 de la décentralisation et si la compétence générale est maintenue pour les collectivités, la baisse drastique de leurs dotations et la faiblesse de la fiscalité locale vont se traduire par un repli sur leurs compétences légales et obligatoires dont la culture ne fait toujours pas partie. Or 70 % de la dépense publique en faveur de la culture est aujourd'hui assumé par ces mêmes collectivités et le rapport au territoire est désormais au cœur de toute politique culturelle ;

■Pour financer les quelques mesures en faveur de l'éducation artistique, renvoyées pour l'essentiel au périscolaire et donc aux collectivités, le ministère enjoint les DRAC à prendre sur leurs budgets récurrents déjà fortement amputés.

■L'absence de tout débat public sur un autre engagement présidentiel, le projet de loi d'orientation en faveur de la création, confirme décidément que ce gouvernement n'a aucune ambition dans ce domaine.

« Le politique dénué d'approche culturelle et d'imaginaire est condamné à l'ordre du conjoncturel » écrivait Mahmoud Darwich très peu de temps avant sa mort. Il ne se doutait pas à quel point son propos pouvait s'appliquer aux premiers mois de ce quinquennat tout entier dévolu à la réduction des dépenses publiques et du pouvoir d'achat alors que sous prétexte de compétitivité les cadeaux s'accumulent pour les entreprises.

Quelle extraordinaire ambition que celle qui consiste à obéir à M. Barroso et à la Commission européenne et à leur présenter un déficit budgétaire réduit à moins de 3% ! Le prix à payer dans le champ culturel sera, comme partout, très lourd : la mort de centaines de structures culturelles, la mise au chômage de milliers d'artistes, la mise au rencart d'un nombre incommensurable de projets culturels au service de la vie sociale, à l'école, au travail, en ville. La culture est un bien commun aussi indispensable à la vie de chacune et chacun que l'éducation, la santé ou bien encore l'environnement. Est-ce un hasard si le couperet de l'austérité s'abat d'un même mouvement sur l'écologie et sur la culture ? Nous sommes tout autant menacés par le changement climatique que par une crise anthropologique. Nous vivons en effet des temps troublés où nous avons perdu le sens même de la condition humaine et de son devenir et la culture apparaît plus que jamais comme la réponse à une crise globale au sens que lui donne Gramsci : « c'est quand le vieux monde se meurt, que le nouveau tarde à naître et que dans ce clair- obscur surgissent des monstres ».

C'est pourquoi la poursuite, par ce gouvernement qui se prétend de gauche, du démantèlement sarkozyste de notre service public de la culture, n'est pas seulement une faute politique contre l'art et les artistes, c'est une insulte faite à l'avenir même de notre peuple et de sa jeunesse. Par définition la gauche ne peut construire une politique émancipatrice sans une ambition culturelle. La gauche sans la culture n'est pas la gauche !

Alain Hayot, délégué national à la culture du PCF

Droits d'auteur : Pour un moratoire, une réflexion de tous les acteurs concernés vers nouvelles propositions

Il y avait longtemps que la question des droits d'auteur se posait : droit ancien à revisiter, nouvelles technologies de publication. C'est l'origine de la loi du 1^{er} mars 2012 qui décide de rendre disponible à tous, via le numérique, toutes les œuvres de XX^{ème} siècle qui ne sont plus éditées. L'objectif est louable, même s'il bouleverse d'un seul coup l'existant : jusqu'alors une œuvre ne tombait dans le domaine public que 70 ans après le décès de l'auteur (ce qui assurait d'abord la totalité de ses droits moraux et physiques à l'auteur jusqu'à son décès puis leur pérennité aux ayants droits, héritiers ou autres).

La BNF, via un service spécifique, a été chargée de mettre en application cette loi dès le 21 mars 2013, ce qu'elle a fait avec son module ReLIRE. Celui-ci a recensé, dans un premier temps 60 000 titres dits « indisponibles » et donc susceptibles d'être mis en « vente » sur le marché du numérique à compter du 21 septembre 2013, si personne ne s'y est opposé.

A terme l'objectif est de recenser ainsi 600 000 œuvres. Mais l'application qui est en marche pose des questions non négligeables à la fois aux auteurs et aux éditeurs : En bref, une œuvre qui a été éditée en 1995, mais pas rééditée, est classée indisponible et l'auteur en perd la destinée, ainsi que l'éditeur d'origine. Par ailleurs, on constate que nombre de titres réédités depuis 2001 sont indûment mis dans le même panier. On comprendra que la grogne, voire la colère, puisse se développer d'abord chez les auteurs qui se disent spoliés et chez les éditeurs, notamment ceux qui ne possèdent pas une grande surface d'édition.

Trois mois après cette mise en œuvre de la loi, les communistes proposent :

- D'une part de surseoir à l'application de la loi de 2012, compte tenu des dysfonctionnements constatés,

- D'autre part d'engager une réflexion d'ampleur regroupant auteurs, éditeurs, sociétés d'édition et de diffusion, Ministère de la culture et responsables de la BNF. Il s'agira de redéfinir, de manière collaborative, ce que doit être aujourd'hui le droit d'auteur, quel que soit le support matériel ou immatériel, et quelle part doit être donnée aux principaux acteurs que sont les créateurs.

La réaction du PCF de l'Ain aux propos de Stéphanie Pernod-Beaudon (UMP) qui assimile le Front de Gauche au Front National

La section du Parti Communiste d'Hauteville-Lompnes, ainsi que la fédération de l'Ain du Parti Communiste, tenait à réagir aux propos insultants de Mme Stéphanie Pernod-Beaudon dans son interview au journal La Voix de l'Ain. Elle assimile le Front de Gauche au Front National. Cette comparaison relevant de la provocation est une insulte aux défenseurs de la liberté, de l'égalité et de la fraternité que sont nos militants.

Le PCF, membre du Front de Gauche, a été de tous les combats en France : lutte contre le nazisme, contre le racisme, lutte pour les droits sociaux ou bien encore solidarité avec les réfugiés de pays en guerre ou en proie à la misère. Le Front National ne peut se targuer d'animer autant le vivre-ensemble dans notre société, d'autant plus que l'an passé 3 de nos militants ont été victimes d'agressions physiques par des individus aux idées proches de celles du FN.

Avec cette assimilation douteuse et ses déclarations sur l'inégalité comme « inhérente à l'homme » ou sur « les étrangers payés au bistrot avec les impôts », Mme Stéphanie Pernod-Beaudon devient elle-même une complice de la diffusion des idées haineuses et mensongères du FN. Elle est le pompier pyromane qui, au lieu de prendre de la hauteur sur les difficultés vécues au quotidien par chacun d'entre nous, attise les braises de la division, de la méfiance et du repli pour soi.

Le PCF remercie le journaliste de la Voix de l'Ain pour avoir divulgué le vrai visage et le futur programme municipal de Mme Stéphanie Pernod-Beaudon : de la haine, du mépris, des phrases toutes faites et la lutte contre l'égalité, oui Mme Stéphanie Pernod-Beaudon a tourné le dos à la République

Appel à la résistance du 10 juillet 1940

Il y 73 ans, les dirigeants du Parti Communiste Français, membre du Komintern, lancent l'appel à la résistance du 10 juillet 1940. Cet appel succéda à l'appel à la résistance du dirigeant communiste Charles Tillon du 17 juin 1940. Contrairement aux calomnies des médias capitalistes, qui montrent une fois de plus leur capacité sans limite à mentir, les communistes de France furent les résistants de la première heure. Ce texte est très actuel car il montre comment l'oligarchie capitaliste a trahi les travailleurs de France, les a vendus à l'ennemi pour mieux les dominer et augmenter ses profits en baissant leurs salaires. Cette trahison a reçu le soutien de tous les partis non communistes, à commencer par les socio-démocrates, traîtres de toujours à la classe ouvrière. C'est la même dynamique de félonie de la classe monopolistique qui fut de nouveau à l'œuvre lors de la construction européenne, de nouveau avec le concours de socio-démocrates dont certains essaient aujourd'hui de se donner une trompeuse allure révolutionnaire.

Cet appel fut rédigé au début de juillet 1940 et tiré clandestinement à 600000 exemplaires puis diffusé dans la clandestinité sur le sol national par les militantes et militants du Parti Communiste Français (interdit depuis août 1939) :

Voici l'appel:

PEUPLE DE FRANCE !

- Notre pays connaît maintenant les terribles conséquences de la politique criminelle suivie par des gouvernements indignes, responsables de la GUERRE, de la DÉFAITE, de l'OCCUPATION.

- Des milliers et des milliers de jeunes gens et de pères de famille sont tombés, des milliers et des milliers d'évacués chassés de leurs foyers ont connu le plus lamentable des exodes sur les routes de France, de nombreuses villes, de nombreux villages ont été détruits, des malades et des blessés souffrent dans les hôpitaux, des centaines de milliers de prisonniers se morfondent loin de leur famille, des veuves, des vieux parents, des orphelins pleurent leurs disparus.

- La France meurtrie, douloureuse, trahie par ses dirigeants, subit la rançon de la défaite. Voilà où nous ont conduits les politiciens à la DALADIER, à la REYNAUD, à la MANDEL qui, soutenus par un parlement de valets et de corrompus, ont poussé la France à la guerre pour servir les intérêts des ploutocrates, pour supprimer les libertés publiques, pour faire régner la terreur, écraser le peuple et porter les armes contre l'URSS, pays du socialisme (envoi de matériel de guerre aux gardes-blancs finlandais et constitution de l'armée Weygand en Syrie).

- Les faits sont là qui montrent à quel point cette politique a fait faillite, à quel point elle a été néfaste. L'heure est venue de situer les responsabilités de tous ceux qui ont conduit la France à la catastrophe.

- La clique des dirigeants banqueroutiers de la politique de guerre a bénéficié de l'appui de tous les partis, unis dans une même besogne de trahison et dans une même haine de la classe ouvrière et du communisme. Le parti Radical avec ses Daladier, ses Bonnet, ses Chautemps et ses Chichery ; le parti Socialiste avec ses Blum, ses Sérol, ses Ziromski, ses Paul Faure ; les partis de droite avec Flandin, Marin, Fernand Laurent, Laval, Chiappe ; l'USR avec Frossard, De Monzie, Déat, Marquet ; le PSF avec La Rocque et Ybarnegaray ; la bande à Doriot et les chefs usurpateurs de la CGT, les Jouhaux, Belin, Dumoulin etc... SONT TOUS RESPONSABLES DES MALHEURS DE LA FRANCE.

- La malédiction de tout un peuple trahi monte vengeresse vers ces hommes qui ont voulu la guerre et préparé la défaite.

- A cause de ces hommes, la moitié du territoire français subit l'occupation de l'armée allemande, aux frais de la France comme l'indique le traité d'armistice.

- A cause de ces hommes, le peuple de France connaît l'humiliation de cette occupation et ne se sent pas chez lui. Il voit, en même temps, que le gouvernement de traîtres et de vendus qui siège à Vichy en attendant de venir à Versailles, pour imiter le sinistre Thiers, mise sur des concours extérieurs pour se maintenir au pouvoir contre la volonté de la Nation.

- Mais rien ne pourra empêcher que les comptes soient réglés, et les masses laborieuses en demandant que LA FRANCE SOIT AUX FRANÇAIS expriment à la fois LA VOLONTÉ D'INDÉPENDANCE DE TOUT UN PEUPLE et sa ferme résolution de se débarrasser à tout jamais de ceux qui l'ont conduit à la catastrophe.

- Seuls les Communistes ont lutté contre la guerre !

- Seul, debout dans la tempête, fidèle à sa politique de paix, notre grand Parti Communiste s'est dressé contre la guerre, comme il s'était dressé seul contre l'occupation de la Ruhr par Poincaré, parce qu'il a toujours été CONTRE L'OPPRESSION D'UN PEUPLE PAR UN AUTRE PEUPLE.

- Nous Communistes, nous avons défendu le pacte germano-soviétique parce qu'il était un facteur de paix, et dès le premier mois de la guerre, alors que la répression s'était abattue sur nous, face à tous les profiteurs, affairistes et politiciens pour qui la guerre était une fructueuse entreprise NOUS AVONS RÉCLAMÉ LA PAIX par l'envoi d'une lettre des Députés Communistes au Président de la Chambre.

- C'est pour cela que ces députés ont été emprisonnés et condamnés, c'est pour cela que des milliers de communistes ont été jetés dans les cachots et les camps de concentration, cependant que, sous la menace de la prison et du peloton d'exécution, nos militants ont continué vaillamment la lutte pour la Paix.

- Désormais, chaque Français est à même de constater que si les propositions communistes, toutes de clairvoyance et de sagesse, avaient été suivies, la guerre avec ses désastres aurait été épargnée à notre pays. Mais les GOUVERNANTS FRANÇAIS QUI N'ONT PAS VOULU LA PAIX ne se sont pas préparés à la guerre et ont sciemment organisé la trahison.

- Avant la grande offensive allemande de mai dernier, politiciens et généraux français ont fait la guerre à l'intérieur contre les ouvriers, et en même temps ils ont désorganisé la production, saboté la fabrication des chars et des avions, puisé dans les stocks de l'armée française pour ravitailler les réactionnaires finlandais. Ils n'ont rien prévu, rien organisé, ils ont renoué avec la tradition d'incurie criminelle des généraux du Second Empire. Tous ces hommes, civils et militaires, ont trahi la France et sont indignes de la moindre parcelle de confiance.

- Seul, un parti a vu clair, seul, un parti a eu raison, seul, un parti n'a été ni dupe, ni complice, seul un parti a eu le courage de lutter : ce parti C'EST LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, PARTI DU PEUPLE, AU SERVICE DU PEUPLE.

- La France veut vivre libre et indépendante

- La France encore toute sanglante veut vivre libre et indépendante.

- Le Peuple de France veut régler lui-même, conformément à ses traditions et à son génie, les questions sociales et politiques surgies de la trahison des classes possédantes. La France ne veut pas être mise au pas par les aventuriers de Vichy.

- Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves et si, malgré la terreur ce peuple a su, sous les formes les plus diverses, montrer sa réprobation de voir la France enchaînée au char de l'impérialisme britannique, il saura signifier aussi à la bande actuellement au pouvoir SA VOLONTÉ D'ÊTRE LIBRE.

- Les politiciens, civils et militaires, à la solde du capitalisme ont conduit le Peuple de France à la guerre sous prétexte de DÉFENDRE LA LIBERTÉ et, aujourd'hui, ils imposent leur dictature, parce qu'ils ne veulent pas rendre de comptes, parce qu'ils veulent que les ploutocrates puissent s'enrichir de la défaite comme ils se sont enrichis de la guerre.

- CELA NE DOIT PAS ÊTRE : CELA NE SERA PAS ! La France ne deviendra pas une sorte de pays colonisé ; la France au passé si glorieux ne s'agenouillera pas devant une équipe de valets prête à toutes les besognes.

- La France doit se relever, elle se relèvera : il le faut, dans l'intérêt même de la fraternité des peuples, que, de toutes nos forces, nous voulons.

- La France doit se relever en tant que grand Pays, avec son industrie et son agriculture. Aucun travailleur français ne pourrait admettre que soient anéanties ou laissées à l'abandon les richesses industrielles de la France qui doivent revenir à la collectivité nationale.

- La France doit se relever, mais elle ne se relèvera que par le travail et dans la liberté. Les usines doivent rouvrir et travailler pour les besoins quotidiens des hommes ; les paysans doivent être ramenés à leur terre d'où la guerre les a chassés en grand nombre. Ce n'est pas en enrôlant des jeunes gens, ainsi que semble vouloir le faire les traîtres de Vichy, pour les amener à la campagne comme des serfs, que seront résolus les problèmes économiques posés devant notre pays.

- La France doit se relever pour être une terre de travail et de liberté, mais non une terre de servitude et de misère.

- Qui donc peut relever la France ?

- Qui peut relever la France ? C'est la question qui se pose.

- Ce ne sont ni les généraux battus, ni les affairistes, ni les politiciens tarés qui peuvent relever la France ; ils ne sont bons qu'à la trahir et à la vendre. Ce n'est pas dans les milieux corrompus du capitalisme que peuvent se trouver les éléments de la renaissance nationale. C'est dans le peuple que résident les grands espoirs de libération nationale et sociale.

- Et c'est seulement autour de la classe ouvrière ardente et généreuse, pleine de confiance et de courage, parce que l'avenir lui appartient ; c'est seulement autour de la classe ouvrière guidée par le Parti Communiste, parti de propreté, d'honneur et d'héroïsme, que peut se constituer le FRONT DE LA LIBERTÉ, DE L'INDÉPENDANCE ET DE LA RENAISSANCE DE LA FRANCE.

- Nous appelons à s'unir pour sauver notre pays, pour l'arracher des mains de ceux qui l'ont conduit au désastre, les Paysans, les Petites Gens qui ont été si abominablement trompés par le parti Radical, les travailleurs socialistes que le parti de Blum et de Paul Faure ainsi que les chefs traîtres de la CGT ont placés à la remorque des potentats du capital, les travailleurs chrétiens à qui les princes de l'Église ont prêché la confiance en des gouvernements indignes, tous les Français honnêtes qui veulent que la France se relève et se libère des chaînes du capitalisme qui a préparé le désastre pour détruire les conquêtes sociales de 1936.

- L'UNITÉ DE LA NATION PEUT SE FAIRE. Elle doit se faire et elle peut se faire tout de suite, pour alléger le fardeau de misère qui pèse sur notre pays.

- Que tous les hommes et femmes de bonne volonté, que les vieux et les jeunes s'unissent à la ville, au village, partout, en des comités populaires de solidarité et d'entraide, pour organiser l'assistance aux réfugiés, aux malheureux, aux démobilisés, aux chômeurs, aux malades, aux blessés ; pour organiser le ravitaillement qui, dans de nombreuses communes isolées n'est pas assuré ; pour créer d'un bout à l'autre du Pays, un esprit de solidarité fraternelle fondé sur le principe « un pour tous, tous pour un ».

- La France au travail

- Mais s'il faut panser les plaies, il faut aussi reconstruire ; reconstruire pour le bien de la collectivité et non pour fournir l'occasion de nouveaux profits aux maîtres et protégés de ces Messieurs du gouvernement de Vichy.

- IL FAUT REMETTRE LA FRANCE AU TRAVAIL, mais en attendant, il faut assurer le pain quotidien aux sans-travail. Et pour remettre le pays au travail il faut mobiliser les ressources de la Nation, EN CONFISQUANT TOUS LES BÉNÉFICES DE GUERRE ET EN EFFECTUANT UN PRÉLÈVEMENT MASSIF SUR LES GROSSES FORTUNES.

- IL FAUT REMETTRE LA FRANCE AU TRAVAIL, mais pour cela les voleurs capitalistes doivent être mis hors d'état de nuire ; les mines, les banques, les chemins de fer, les chutes d'eau et autres grosses entreprises doivent être restitués à la Nation.

- IL FAUT REMETTRE LA FRANCE AU TRAVAIL, mais pour cela il faut assurer aux petits et moyens paysans des livraisons d'engrais à bas prix, livraisons que rendrait possibles le retour à la collectivité nationale des industries chimiques, et il faut aussi remettre à ceux qui les travaillent les grosses propriétés foncières appartenant aux banquiers, seigneurs et autres exploiteurs du peuple.

- IL FAUT REMETTRE LA FRANCE AU TRAVAIL mais pour cela il faut que les pouvoirs publics au lieu de se désintéresser du sort des paysans fassent droit à leurs revendications :

- paiement des récoltes détruites ou perdues du fait de guerre ;

- livraison de semences sélectionnées ;

- paiement de dommages pour la reconstruction des maisons détruites et le renouvellement des instruments aratoires détériorés ou anéantis, ce qui donnera du travail à de nombreux ouvriers ;

- livraison d'animaux aux paysans sinistrés pour la reconstitution du cheptel ;

- versement d'une indemnité aux petits paysans sinistrés pour qu'ils puissent vivre en attendant la prochaine récolte.

- IL FAUT REMETTRE LA FRANCE AU TRAVAIL sans subordonner la reprise de l'activité économique du pays au profit des capitalistes, et en s'attaquant, au contraire, aux privilèges des classes possédantes.

- Les droits du Peuple

- Le Peuple a le droit d'exiger que son travail profite à la collectivité et non à quelques parasites capitalistes, et il a le droit de demander des comptes à ceux qui ont fait le malheur du pays, fauteurs et profiteurs de guerre, ministres d'hier et d'aujourd'hui, généraux traîtres et incapables.

- Le Peuple a le droit d'exiger la mise en accusation des responsables de la guerre et des désastres de la France.

- Le Peuple a le droit d'exiger la libération des défenseurs de la Paix et le rétablissement dans leurs droits et fonctions des élus qui ont combattu la guerre.

- Le Peuple a le droit d'exiger l'abrogation des mesures de dissolution prises contre les groupements politiques, syndicaux, coopératifs, culturels et autres en raison de leur hostilité à la guerre.

- Le Peuple a le droit d'exiger le rétablissement des libertés syndicales et le rétablissement dans leurs fonctions des délégués élus et des conseillers prud'hommes déchus par le gouvernement des fauteurs de guerre.

- Le Peuple a le droit d'exiger la parution en toute liberté des journaux en qui il avait confiance, qui lui disaient la vérité et qui ont été interdits à cause de cela.

- Le Peuple a le droit d'exiger que soient reconnus les droits sacrés des mutilés, des veuves, des orphelins, des vieux parents dont le fils a été tué. Les victimes de la guerre ne laisseront pas Pétain déclarer que l'État ne fera rien pour elles, en même temps que les profiteurs de guerre gardent les milliards volés au pays.

- Mais ces droits le Peuple devra les imposer par son union et par son action.

- Une Paix véritable

- Le peuple français qui paie si cher les crimes des fauteurs de guerre, veut de toutes ses forces la Paix dans l'indépendance complète et réelle de la France. Il n'y a de Paix véritable que dans l'indépendance des peuples et les Communistes, qui revendiquent pour la France le droit à son indépendance, proclament aussi le droit à l'indépendance des peuples coloniaux asservis par les impérialistes.

- Au surplus, le Peuple de France peut constater que c'est guidés par la haine du peuple que les gouvernants français nous ont conduits à la guerre et se préparaient à attaquer le Pays du Socialisme, comme le prouvent les télégrammes échangés entre Gamelin et Weygand sur le bombardement de Bakou et de Batoum.

- L'URSS de Lénine et de Staline, pays du Socialisme et espoir des travailleurs du monde, est le rempart de la Paix comme elle vient de le montrer une fois de plus en réglant pacifiquement avec la Roumanie la question de la Bessarabie et de la Bukovine du Nord. En défendant le pacte germano-soviétique, en août 1939, nous avons opposé à la politique des fauteurs de guerre, la politique stalinienne de paix et aujourd'hui, nous avons conscience de servir la cause de la paix et de l'indépendance de notre pays en demandant la conclusion d'un pacte d'amitié franco-soviétique.

- Un gouvernement du Peuple

- Pour relever la France, pour remettre la France au travail, pour assurer son indépendance dans la Paix, pour assurer la sauvegarde des droits du Peuple, pour libérer notre pays des chaînes de l'exploitation capitaliste et de l'oppression il faut chasser le gouvernement de traîtres et de valets dont le chef Pétain a dit cyniquement aux blessés, aux réfugiés, à ceux qui ont tout perdu « l'État ne pourra rien pour vous ».

- Le gangster de la politique Laval, le radical staviskrate Chautemps, les socialistes Rivière et Février, le PSF Ybarnegaray et autres politiciens vendus à la Frossard et à la Marquet ont imposé la Constitution de Vichy pour faire peser sur le peuple de France la dictature des forbans.

- Avec la Constitution de ces Messieurs, plus de liberté d'opinion, de presse, d'association, plus de libertés syndicales, plus de pensions pour les anciens combattants, plus d'assurances sociales, plus d'élections pour désigner les membres de la Chambre qui seront nommés par les ministres, et puis enfin, un seul parti autorisé, le Parti de Laval, La Rocque, Doriot, Chautemps, Frossard, Rivière, Février et Cie...

- La complicité du parti Radical et du parti Socialiste a permis à Pétain de se faire nommer dictateur, mais derrière lui c'est Laval, son remplaçant éventuel, qui détient le pouvoir. A peine les ministres radicaux et socialistes avaient-ils assuré l'étranglement des libertés publiques qu'ils disparaissaient de la scène pour laisser place aux réactionnaires Lémery et Pietri et à M. Mireaux, directeur du « Temps », « la bourgeoisie faite journal » comme disait autrefois Jules Guesde.

- Ce gouvernement de honte où se retrouvent aux côtés de militaires battus les Bazaine de 1940, et aux côtés d'affairistes notoires des politiciens tarés, déshonore la France.

- Voilà, travailleurs et démocrates français, les résultats de la politique de Daladier, Blum et consorts qui, en frappant le Parti Communiste Français, ont préparé la destruction des libertés républicaines dans notre pays et viennent d'aider Laval-Marquet et Weygand à devenir les maîtres de la France.

- Mais le peuple de France ne se laissera pas faire. A la ville, dans les campagnes, dans les usines, dans les casernes doit se former le front des hommes libres contre la dictature des forbans.

- A la porte le gouvernement de Vichy ! A la porte le gouvernement des ploutocrates et des profiteurs de guerre !

- C'est un tout autre gouvernement qu'il faut à la France.

- Un gouvernement que l'Unité de la Nation rendra possible demain ; un gouvernement qui sera le Gouvernement de la renaissance nationale, composé d'hommes honnêtes et courageux, de travailleurs manuels et intellectuels n'ayant trempé en rien dans les crimes et les combinaisons malpropres de la guerre ; un gouvernement du Peuple, tirant sa force du Peuple, du Peuple seul, et agissant exclusivement dans l'intérêt du Peuple.

- Voilà ce que pense le Parti Communiste, voilà ce qu'il te dit Peuple de France en ces heures douloureuses en t'appelant à t'unir dans tes Comités populaires de solidarité et d'entraide, dans tes syndicats, dans les usines, les villes, les villages, sans oublier jamais que tous unis, nous relèverons la France, nous assurerons sa liberté, sa prospérité et son indépendance.

- Sous le signe de la lutte contre le régime capitaliste générateur de misère et de guerre, d'exploitation et de corruption, qui a déjà disparu sur un sixième du globe, en URSS, sous le signe de l'unité et de l'indépendance de la nation, sous le signe de la fraternité des peuples, nous serons les artisans de la renaissance de la France.

- **A bas le capitalisme générateur de misère et de guerre !**

- **Vive l'Union Soviétique de Lénine et Staline, espoir des travailleurs du Monde.**

- **Vive l'unité de la Nation Française.**

- **Vive la France libre et indépendante.**

- **Vive le Parti Communiste Français espoir du peuple de France.**

- **Vive le Gouvernement du Peuple au service du Peuple !**

Au nom du Comité Central du Parti Communiste Français (SFIC) :

- MAURICE THOREZ, Secrétaire Général

- JACQUES DUCLOS, Secrétaire

Métropole de Lyon : le PCF demande la tenue d'un référendum

Alors que le projet de loi sur la Métropole de Lyon doit être débattu à partir du 16 juillet à l'Assemblée, le PCF et ses alliés du Front de gauche du Rhône appellent à un rassemblement ce lundi 8 juillet devant la préfecture du Rhône.

Le Front de gauche du Rhône (rassemblant le PCF, Parti de Gauche et Gauche Unitaire notamment) demande l'organisation d'un référendum d'initiative locale, à l'échelle du département, pour permettre aux habitants de se prononcer sur la création de la métropole lyonnaise et la partition du département en deux.

« L'égalité de traitement sur le territoire rhodanien est remise en cause avec la partition du département en deux », écrivent le PCF et le Front de gauche dans une pétition intitulée « ma commune j'y tiens », destinée à demander l'organisation d'un référendum.

Selon Danielle Lebaill, secrétaire départementale du PCF du Rhône, « la métropole, qui va concentrer les moyens et les pouvoirs, pose aussi la question de la place des communes, dont l'existence est menacée, alors que ce sont les lieux où se fabrique le vivre ensemble ».

Se faisant l'écho de « l'inquiétude des maires de tous bords », la responsable PCF estime que cela pose également « la question de la démocratie ».

La création de la métropole lyonnaise figure dans le premier projet de loi sur la décentralisation, affirmant la place des métropoles, adopté début juin par le Sénat. Il prévoit notamment que la nouvelle métropole lyonnaise (58 communes) reprendrait sur son territoire les compétences du département du Rhône.

A voir sur l'internet

Le blog des communistes de la ville d'Annecy :

<http://blog.annecyensemble.org>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.
<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

André Chassaigne : " La rigueur n'épargne pas les transports"

Le président de la commission Mobilité 21 remet son rapport sur les infrastructures à bâtir dans les prochaines décennies. André Chassaigne (PCF) dénonce une sélection de projets marqués du sceau de l'austérité.

Le rapport Duron, au nom de la commission Mobilité 21, est remis aujourd'hui au gouvernement. Il devrait définir, entre autres, la hiérarchisation de certains grands projets d'aménagements ferroviaires et routiers inscrits dans le Schéma national des infrastructures de transport (SNIT). Quelles sont les grandes orientations de ce rapport ?

André Chassaigne. La hiérarchisation des projets actés au lendemain du Grenelle de l'environnement est un élément déterminant du rapport, son premier objectif. Pour autant, il ne faut pas sous-estimer les perspectives nouvelles que porte le rapport. Il ne s'agit pas seulement d'un classement de projets, mais également de recommandations faites pour faire évoluer les modes de transport dans le pays et, en particulier, la complémentarité entre le rail, le routier et le fluvial. Mais la première remarque importante concernant ce rapport, c'est qu'il n'a pas échappé aux grandes orientations politiques, sociales et économiques actuellement mises en œuvre en Europe. En clair, contraintes budgétaires et limitations des dépenses publiques, en faisant le choix de l'austérité sous prétexte de compétitivité économique. Pour résumer, les transports n'échappent pas à la rigueur et l'objectif de ce rapport est bien celui de hiérarchiser, voire de repousser à des horizons très lointains, certains investissements pour pouvoir rentrer dans le corset de la limitation des dépenses publiques. En parallèle, le classement des projets dits « de première priorité » a été fait selon un principe de développement sélectif des territoires. C'est-à-dire la volonté de favoriser les grandes métropoles à dimension européenne, comme Toulouse, Lyon ou Marseille, au détriment des régions les plus enclavées, les plus modestes.

Le rapport Duron évoque, entre autres, le report, au-delà de 2030, de certains grands chantiers de lignes à grande vitesse (LGV)...

André Chassaigne. Le rapport Duron propose, en matière de financement deux scénarios. Le premier, basé sur les recettes actuelles permettant de financer les infrastructures de transport, c'est-à-dire sur la base des moyens financiers dévolus à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) : une enveloppe de 10 milliards d'euros. Le deuxième, permettant, par la recherche d'autres sources de financements (écotaxe poids lourds, appels au privé, participation plus grande des sociétés d'autoroutes, engagement plus fort de l'État...), d'augmenter cette enveloppe à 30 milliards d'euros. À partir de là, les projets les plus coûteux ont été mécaniquement repoussés au-delà de 2030, les deux scénarios ne permettant le financement que sur la décennie 2020-2030. Si bien qu'en termes de projets prioritaires, on retrouve, pour l'essentiel, les grandes métropoles dont je parlais précédemment. Par exemple, les nœuds ferroviaires de Paris, de Marseille, de Lyon ou de Nice. Les projets de LGV, eux, ont été repoussés. La différence de 20 milliards d'euros entre le premier et le deuxième scénario équivaut à la somme donnée aux entreprises par ce gouvernement au titre du crédit d'impôt compétitivité emploi. C'est une comparaison intéressante. Mais il faut tout de même souligner les aspects positifs du rapport. Par exemple, la priorité donnée à la régénération de l'existant. J'ai soutenu le choix d'allouer une somme propre à cette régénération, fondamentale en termes de desserte voyageurs ou de relance du fret. Il ne faut donc pas crisper le débat autour des lignes à grande vitesse, même si je comprends, et j'en fais partie, les élus qui se battent pour que les projets LGV de leurs régions aboutissent.

Le ministre des Transports, Frédéric Cuvillier, a précisé que « les préconisations du rapport Duron ne présagent pas des décisions politiques à venir ». Qu'attendez-vous, sur ce dossier, du gouvernement ?

André Chassaigne. Le rapport de la commission Mobilité 21 est un document d'orientation qui donne des pistes sur l'évolution des systèmes de transport. Mais c'est au pouvoir politique de prendre ses responsabilités. En aucun cas, la commission n'est là pour se substituer aux choix politiques, qui relèvent du Parlement et du gouvernement. Par ailleurs, et c'est ce que j'attends du gouvernement, la priorité des priorités reste que le gouvernement change de cap et donne les moyens au développement des infrastructures de transport.

Lettre du Front de gauche au Président de la République sur le Grand marché transatlantique

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Sain-Honoré
75008 Paris

Monsieur le Président

Les négociations sur le Grand marché transatlantique peuvent officiellement démarrer depuis que le Conseil des ministres du Commerce de l'Union européenne a adopté le 14 juin dernier le mandat de négociation confié à la Commission

Vous le savez, nous contestons le bien fondé de ce projet. Il a pour but est de démanteler les « barrières douanières et réglementaires » entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique. Les droits de douane étant plus élevés en Europe, cela donnerait un avantage de 30% aux produits américains. La Commission européenne prévoit des suppressions d'emplois dans des secteurs stratégiques et admet une hausse des gaz à effet de serre. L'abolition des barrières réglementaires conduirait par exemple l'Europe à autoriser les poulets lavés au chlore et le bœuf aux hormones, à abaisser les normes environnementales sur la pollution automobile ou la construction. Les entreprises auraient le droit d'attaquer devant des tribunaux privés les États coupables d'avoir fixé des normes sociales ou environnementales qui limitent leur profit.

Nous considérons que ce projet de libre échange a pour objet de favoriser non les peuples, mais l'avidité d'un capitalisme financiarisé et mondialisé dont on voit partout les dégâts. Il menace notre modèle de société et nie la souveraineté des citoyens en Europe. Pourtant, il n'a jamais fait l'objet d'un débat public ni même, dans sa globalité, d'un débat au Parlement.

Nous estimons que les événements récents révélés par Edward Snowden rendent encore plus nécessaire de ne pas s'y engager.

La Commission, qui négocie en notre nom, le fait en effet sur la base d'un mandat secret, alors que les dirigeants des États-Unis y ont eu, eux, accès à travers un espionnage récemment révélé ! Comment dans ces conditions entamer des négociations ? Ces derniers événements, d'une rare gravité, devraient, à eux seuls, rendre caduque ce projet. Comment en effet mener des négociations quand la partie avec laquelle on négocie espionne en permanence ? Les États-Unis voient dans le projet de Grand marché transatlantique le moyen de défendre ses intérêts de grande puissance. La Commission européenne y voit l'occasion de favoriser le développement des multinationales et du système financier. Le peuple français comme ceux des autres pays européens n'ont rien à y gagner.

En conséquence, nous vous demandons solennellement Mr le Président de bloquer immédiatement ces négociations

Dans cet espoir, veuillez croire, Monsieur le Président, à nos plus salutations les plus distinguées.

Front de Gauche (PCF, Parti de Gauche, Gauche Unitaire, République & Socialisme, C&A, PCOF, FASE, Gauche Anticapitaliste, Alternatifs)

Retraites, emplois, formations... Été chaud, rentrée bouillante !

Alors que l'été vient d'ouvrir ses portes, le climat reste pourtant détestable. Comment pourrions-nous profiter de nos vacances dans l'insouciance quand les difficultés nous écrasent et nous empêchent de profiter du « plus bel âge de la vie » ?

Nous lançons la mobilisation des organisations de jeunesse pour refuser d'être condamnés à la précarité!

Cet été a pour nom chômage de masse, contrats saisonniers pourris payés au lance-pierre, stages non ou peu payés, discriminations en tout genre... les chiffres ne choquent même plus malgré l'ampleur de la catastrophe : un jeune sur cinq sous le seuil de pauvreté, 25,7% de chômage soit 780 000 demandeurs d'emplois, près de 180 000 jeunes qui sortent du système scolaire sans formation ni qualification. Dans ce contexte, les premières annonces de la nouvelle conférence sociale n'augurent pas encore de changement positif.

On nous ressort avec une nouvelle réforme des retraites annoncée qui devrait allonger la durée de cotisation et sape toujours plus notre système par répartition dans la lignée des régressions précédentes. Quant aux salaires ou à l'argent public destiné aux entreprises, on peut repasser... Ce gouvernement nous serine sans cesse de trouver de nouvelles économies de 20 milliards d'euros alors qu'il donne la même somme au patronat sans contreparties au nom de la compétitivité!

Avec d'autres organisations de jeunesse, nous affirmons le principe que la durée de cotisation ne peut être allongée ! Cela restreint toujours plus l'entrée des jeunes dans le monde du travail tout en allant à l'encontre des besoins des travailleurs de ce pays. Il faut au contraire une réelle ambition pour les jeunes de France en sécurisant les parcours d'emploi et de formation. Il ne faut plus un jeune en stage, en apprentissage ou en alternance sans garantie de qualification ou d'embauche. Il ne faut plus permettre aux employeurs de nous considérer comme un coût par des dispositifs spécifiques sous-payés au nom de « l'insertion » ou à grands coups d'exonérations massives de cotisations qui n'ont jamais prouvé leur efficacité à créer de l'emploi. Il ne faut plus faciliter les licenciements de la part de ces entreprises alors qu'elles réalisent des profits. Une vie faite de CDD ou d'autres contrats précaires n'est à l'évidence pas envisageable pour nous. Cela rend impossible toute idée d'une retraite pleine et entière.

Nous mobiliserons pour gagner ces nouveaux droits car il s'agit bien d'agir dès maintenant pour changer nos conditions de vie et permettre à tous de se former ou de travailler dignement. C'est bien ainsi que nous pourrions construire et maîtriser notre avenir et donc nos retraites. Avec les organisations progressistes de jeunesse et tous les jeunes, nous construirons ces contenus au travers de nos forums-débats et nos multiples actions pour ne rien céder face à de futures régressions. L'heure est au vrai changement !

Nous nous donnons rendez-vous tout au long de l'été lors de nombreuses initiatives comme le camp d'été du MJCF pour construire ces réponses et cette mobilisation salutaire pour sortir le pays des impasses de l'austérité et des griffes de l'extrême droite. A la rentrée, plus offensifs que jamais, nous serons dans la rue le 10 septembre pour exiger une autre réforme des retraites. Nous serons des milliers à la Fête de l'Humanité, réunis notamment dans un grand forum pour l'emploi des jeunes pour faire entendre la voix d'une génération qui refuse de se laisser sacrifier sur l'autel de l'austérité !

Pétition en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !»
<http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>.

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>



Alain Le Vern retire les délégations de ses deux vice-présidents communistes

<http://www.paris-normandie.fr/actu/politique-alain-le-vern-retire-les-delegations-de-ses-deux-vice-presidents-communistes>

Gros clash au sein du conseil régional de Haute-Normandie : Alain Le Vern, le président PS, considère qu'il n'a plus à accorder sa « confiance » aux élus communistes.

« Ils se mettent en dehors de la majorité », souligne un proche du président du conseil régional.

Lundi dernier, en séance publique et alors que du personnel de la Région manifestait pour dénoncer la mise en place d'une nouvelle prime, les élus du Front de gauche ont décidé de voter contre la délibération concernant la fameuse prime.

« Nous lui avons demandé d'ajourner cette délibération le temps d'avoir des discussions mais Alain Le Vern n'a pas voulu », souligne Céline Brulin, vice-présidente PCF en charge de la Santé.

« Les élus communistes n'ont pas participé aux réunions et aux discussions en amont. Ils ont voté contre alors que le président leur avait donné des explications », note pour sa part l'entourage du président Le Vern.

Conséquence : Alain Le Vern a décidé de retirer leur délégation aux deux vice-présidents communistes de la Région, Céline Brulin et Noël Levillain, en charge des Transports.

« C'est totalement infondé et nous ne l'acceptons pas », souligne Cécile Brulin.

**ASSISES
NATIONALES**

**Intervention de Pierre Laurent,
secrétaire national du PCF** (lire p. 2)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e Comité de rédaction: Obey Ament - Gérard Busque - Jacques Chabalière - Patrick Coulon - Patrice Falguier - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Polotec - Frank Mouly - Nicolas Bescond - Denis Rondepierre - Lydia Samarbaksh - Gérard Streiff - Directeur: Patrice Bessac - Rédaction: Patrice Falguier Tél.: 01 40 40 13 59 - Gérard Streiff Tél.: 01 40 40 12 41 - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair.NAKARA@vallee-de-la-marne.com

16 juin - Assises pour un changement de cap en France et en Europe

Quelque chose de neuf est né, ce dimanche, à Montreuil



2000

Militants politiques, syndicaux, associatifs, citoyens engagés... sont venus de tout le pays, porteurs des exigences de changement pour lesquelles ils ont voté en 2012. Forts de leur diversité, ils ont en commun de refuser le fatalisme qui conduit la gauche à marcher dans les pas du libéralisme. Ensemble, ils affichent l'ambition de construire un nouveau projet politique et une majorité capable de le porter. Avec la tenue des assises de Montreuil, quelque chose de neuf est né ce dimanche. 🇫🇷



Intervention de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Les forces existent pour conduire une vraie politique de gauche

Nous vivons une journée importante. Quand j'ai lancé l'idée de ces assises – idée immédiatement reprise par les formations du Front de gauche et accueillie positivement par celles et ceux que j'ai contactés et qui sont réunis ici – j'avais une conviction. Cette conviction est la suivante : des forces existent pour sortir notre pays de l'austérité. Des forces existent pour engager la France dans une autre voie que celle qui la condamne à avancer sous les injonctions de l'Union européenne et de la troïka. Des forces existent pour construire une véritable politique de gauche dans le pays. Nous ne sommes pas condamnés à subir. Nous ne voulons pas de cette situation, ni être de ceux qui constatent le déroulement de la catastrophe annoncée. Nous avons la responsabilité de modifier les choses. Je suis persuadé que depuis l'année dernière – depuis la formidable campagne que nous avons menée et qui nous a permis de battre Sarkozy – que ces forces sont potentiellement majoritaires dans le pays. Mais il fallait leur donner la possibilité de se remettre en chemin et prendre pour cela une initiative. C'est ce que nous avons fait. Et le fait que nous soyons si nombreux, que tant de forces, tant de personnalités aient répondu présent – dans, il faut le dire, une indifférence médiatique générale –, montre combien ça correspond à un besoin. Rien n'est plus urgent que de rassembler ces forces qui continuent de vouloir le changement, qui continuent de vouloir un autre chemin que celui de l'austérité et de la compétitivité qu'on veut nous imposer. C'est cette tâche que nous nous fixons et que nous avons commencée aujourd'hui.

Non, notre peuple n'est pas résigné. Regardez la formidable grève que viennent de mener les cheminots. Regardez les mobilisations sur tous les fronts : social, économique, écologique... Le peuple n'est pas résigné à l'austérité. Mais il faut l'aider à trouver les formes politiques afin qu'il puisse exprimer ses exigences. Nous allons prendre nos responsabilités. Les solutions existent. Mais aujourd'hui le système est verrouillé. Les leviers du système présidentiel sont confisqués et le système politique est bloqué. Il faut donc construire le chemin qui permette de déverrouiller la situation. Sinon, nous continuerons d'avoir les mêmes discours. Depuis 2008 on a l'impression que du côté des forces libérales, il n'y a pas d'idées nouvelles et beaucoup d'incompétence. A chaque fois ils nous expliquent qu'ils vont nous sortir de la situation. Mais à chaque fois, la situation s'aggrave.

Il fallait donc rassembler et mettre en action la gauche vivante, la gauche politique et sociale et la faire travailler pour construire progressivement le front populaire – on l'appelle comme on veut – qui permettra de sortir de la situation. Je suis persuadé que ces idées-là existent dans notre pays. Elles sont travaillées par des forces immenses et la question qui se pose est de savoir jusqu'où ils sont capables d'aller pour empêcher ces solutions de prendre le pouvoir. Parce qu'à chaque fois que cette majorité s'exprime, ça a été le cas en 2005 puis en 2010 au moment de la bataille des retraites, c'était encore le cas en 2012, ils cherchent par tous les moyens à étouffer cet élan démocratique. Nous ne pouvons accepter cette conduite autoritaire des politiques qui devient un mode de gouvernement. Ce que nous faisons aujourd'hui est donc aussi une œuvre démocratique pour faire respecter le choix du peuple de notre pays et des peuples européens.

Les solutions existent.

Oui, il faut mettre au pas ces politiques d'austérité parce qu'elles enfoncent dramatiquement tous les peuples européens. Il faut les remplacer par des politiques de relance sociale massive. Les salaires sont trop bas dans ce pays. Les retraites sont à un taux inacceptable. Les gens n'en peuvent plus. Il n'y a pas de



solutions à la crise sans un développement social durable. Nous ne pouvons construire une sortie de la crise qui s'oppose au développement social. C'est une aberration humaine. C'est une aberration économique. C'est une aberration financière. Nous proposons donc de prendre le problème à l'opposé de ce qui se fait aujourd'hui.

Prenons le dossier des retraites. Le rapport Moreau avance l'idée qu'il y aurait plusieurs pistes de travail et qu'il faudrait choisir entre ces solutions. C'est faux ! Dans le rapport Moreau il n'y a qu'une alternative. Celle de baisser les pensions avec plusieurs moyens de la faire. C'est toujours la même solution. Nous en proposons d'autres. Parlons des recettes, de la qualité de l'emploi, de l'augmentation des salaires et on verra qu'il y a d'autres solutions que ce modèle de société qu'on nous propose et qui conduira à des millions de retraités pauvres pendant que les jeunes sont plongés dans la précarité et le chômage. La question des retraites est une question de société. C'est comme cela que nous entendons la traiter. C'est pourquoi nous refusons le débat à

marCHE forcée pour boucler le sujet durant l'été. Ce n'est pas comme cela qu'il faut procéder.

Nous voulons parler de relance industrielle qui permette de répondre aux besoins du pays et de conduire une transition énergétique réussie. La question industrielle et la question écologique doivent être traitées ensemble, car c'est une même et seule question. Je suis certain que si on affronte le débat ainsi nous trouverons des convergences et des chemins plus intelligents que ceux qu'on nous propose aujourd'hui. Car chaque emploi supprimé c'est la note écologique de la France qui se dégrade parce que les produits dont nous avons besoin viendront de plus loin dans le monde et seront fabriqués dans des conditions sociales déplorables.

Il nous faut remettre la main sur les ressources financières. Le gouvernement a raté de belles occasions de changer les choses. Il n'a pas fait la réforme fiscale attendue et les mesures contre la fraude fiscale ne ressemblent à rien de ce qu'il faut. Il faut reprendre ces deux chantiers. Il faut remettre la main sur le système bancaire et financier avec des critères différents afin de lutter efficacement contre la fraude fiscale qui se monte – tout le monde le reconnaît aujourd'hui – à 80 milliards d'euros. Il est urgent de réorganiser la maîtrise sociale, politique, nationale sur les ressources du pays.

Il nous faut mener la bataille pour un nouveau projet européen. Nous n'acceptons pas les lois qui nous sont proposées. Un mot sur le grand marché transatlantique. L'Amérique latine tout entière – trente-trois pays d'Amérique du Sud et des Caraïbes – a refusé le grand marché de libre-échange proposé par les États-Unis. Alors, au nom de quoi les Européens ne seraient pas capables de le faire, eux aussi. Il n'y a aucune obligation. Il y a d'autres coopérations à construire en Europe et dans le monde.

Enfin, il faut reconstruire la démocratie et la souveraineté du peuple. C'est vrai au niveau européen. C'est vrai en ce qui concerne les décisions nationales. C'est vrai encore dans les communes dont on ampute sans cesse les pouvoirs. De ce point de vue, nous sommes très inquiets de ce qui se prépare avec l'acte III tel qu'il est aujourd'hui envisagé.

Toutes ces idées sont mises en débat. A nous de nous mettre au travail – toutes les forces réunies ici et celles qui ne le sont pas mais qui veulent travailler avec nous – pour les rendre majoritaires et gagner le changement pour lequel les électeurs se sont prononcés à la présidentielle. Nous ne renoncerons jamais. Nous ne lâcherons rien. Nous allons continuer la bataille. 🇫🇷



Quelle politique alternative à l'austérité ?



Geneviève Azam (Attac) : « La crise que nous vivons n'est pas qu'une simple crise. C'est la décomposition d'un modèle. C'est la société dans son fondement qui est atteinte. Le changement ne sera effectif que s'il se réalise en même temps en haut et en bas. »



Marie-Noëlle Lienemann (PS/Gauche avenir) : « Nous ne réussirons pas le pari du changement si nous ne construisons pas le rassemblement de toute la gauche. L'unité ne se construit pas sur une simple incantation. Nous avons le devoir de travailler à des convergences. »



Annick Coupé (Solidaires) : « Les questions politiques ne sont pas l'affaire que des seuls partis politiques mais de l'ensemble du mouvement social. Nous n'avons pas les mêmes fonctions, ni les mêmes échéances, mais nous avons la même responsabilité, celle de changer les choses. »



Clémentine Autain (Fase) : « Nous ne demandons pas un peu plus. Nous demandons un changement de cap. Nous sommes en colère, mais la colère ne suffit pas. Ce que nous avons à faire, c'est transformer cette colère en alternative. »



Pascal Durand (EELV) : « Personne n'a la solution tout seul. Parlons-nous. Construisons ensemble le monde de demain. L'histoire montre que lorsque la gauche est divisée, c'est la droite qui gagne. »



Noël Daucé (syndicaliste FSU) : « Les droits sociaux les plus favorables doivent être élargis à tous les peuples européens. »



Christine Poupin (NPA) : « Pour changer de cap, il faut arrêter de reculer. »



Christophe Delecourt (syndicaliste CGT) : « Le monde du travail est intelligent. Il est donc amené à intervenir sur les prises de décisions au sein des entreprises et des administrations. »



Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) : Nous ne pouvons pas continuer avec ce qu'est le capitalisme aujourd'hui. Ce modèle est en train de mourir. Nos anciens climats, nos anciennes formes politiques meurent avec lui. Un processus nouveau est engagé. C'est ce que nous appelons la révolution citoyenne. Elle est de nature différente de ce qu'on a connu dans le passé. »



Stéphanie Treillet (Convergences et alternative) : « Il faut désobéir au traité européen et aux directives européennes. Une vraie politique de gauche devra aboutir à un affrontement avec les institutions européennes. »



Christian Picquet : « La France a perdu un an pour imposer le changement en Europe. Il y a besoin d'un nouveau front populaire. Ces assises sont la première marche d'un mouvement qui doit s'élargir. »



Jérôme Guedj (PS/Gauche avenir) : « Nous plaillons nous aussi pour un nouvel équilibre à l'échelle de la France et en Europe. Je suis pour l'intervention publique. Nous avons remis dans la problématique politique la question des nationalisations. »



Pierre Khalifa (Copernic) : « Ce tour de table montre qu'il existe des convergences importantes entre nous sur le contenu d'une politique alternative. Mais serons-nous capables de les porter ensemble ? Quel cadre unitaire pour cela ? »



Loiret

L'expression de la diversité

Une douzaine de représentants du Loiret ont participé, ce dimanche, aux assises nationales pour une alternative à l'austérité. Militants du PCF, d'Europe écologie-les Verts ou d'Attac, syndicalistes, responsables du Planning familial ou d'une organisation caritative, salariés, retraités ou étudiants, ils ont en commun de ne pas avoir renoncé à l'exigence de changement pour laquelle ils ont voté en 2012. Rencontrés lors du passage de la caravane anti-austérité qui sillonne le département depuis le 18 mai ou répondant à l'appel du courrier envoyé aux organisations progressistes du département, ces hommes et ces femmes ont décidé d'être présents à Montreuil pour « faire bouger les lignes » et « ouvrir une nouvelle perspective à gauche ». Une démarche de construction citoyenne qu'ils apprécient et qu'ils entendent prolonger dans les semaines à venir. Une première échéance les attend, le 26 juin à Fleury-les-Aubrais, où est organisé un atelier départemental sur la jeunesse. Une population particulièrement touchée par l'austérité. L'occasion pour Nordine Idir, secrétaire général du Mouvement jeunes communistes, de faire connaître le contenu de la proposition de loi construite avec les organisations de jeunesse et défendue par Marie-George Buffet au nom du groupe Front de gauche à l'Assemblée nationale.

Ardèche

Un processus appelé à durer

« Changer de cap ! » C'est le thème mis en avant par le Front de gauche ardéchois qui organisait, le 7 juin, à Privas, des assises départementales pour une alternative à l'austérité. Une initiative qui a réuni une centaine de participants. Des syndicalistes (CGT, Sud), des militants associatifs (SOS racisme, MRAP, Femmes solidaires) et bien sûr des politiques puisque l'ensemble des composantes du Front de gauche était représenté, ainsi que l'aile gauche du PS. Les militants d'Europe écologie-les Verts - qui n'étaient pas présents en tant que tels - ont de leur côté publié un communiqué demandant un changement de cap à gauche. Durant deux heures, le débat a porté sur l'alternative à l'austérité et les moyens d'y parvenir. Si certains orateurs avancent l'idée d'une rupture avec le PS, voire d'un « coup de balai », d'autres, les plus nombreux, insistent sur le besoin de rassembler pour construire un nouveau contrat politique et une majorité répondant enfin aux attentes populaires. Pour cela, des propositions sont avancées, sur l'emploi, les retraites, l'Europe... Propositions que les quatre représentants ardéchois étaient chargés de porter aux assises nationales organisées à Montreuil. Pour François Jacquart, secrétaire de la fédération communiste, ce processus de construction citoyenne est appelé à se poursuivre. Il trouvera un premier prolongement lors de la fête du PCF organisée les 6 et 7 juillet à Alba-la-Romaine. Deux débats y sont organisés : l'un sur « Un autre monde est possible », l'autre sur « L'alternative en France et en Europe ». Dans les prochaines semaines, une autre confrontation à gauche est appelée à prendre de l'ampleur. C'est celle autour de la question des retraites. D'ores et déjà un réflexif à une journée d'information et la tenue de rencontres contradictoires dans le département.

Paroles de participantes

Faire entendre la voix des femmes

Jocelyne Roubeaudi (plate-forme IVG/contraception Isère)
Franca Basile (Planning Familial)

Jocelyne et Franca sont membres d'aucun parti, mais, pour elles, la politique a du sens. Une politique qu'elles envisagent d'ailleurs « de plus en plus à gauche ». Elles ont fait le voyage de Grenoble à Montreuil pour « faire entendre la voix des femmes ». Une parole qu'elles envisagent en lien avec leur « créneau » professionnel (IVG, contraception, santé...) mais aussi en lien avec leur expérience de terrain, dans les quartiers. Un vécu qui les fait côtoyer la précarité, les inégalités sociales, et parfois même les violences. Elles espèrent que ces assises permettront de faire entendre l'exigence de changement auquel elles aspirent. Car pour l'instant, rien n'a changé. C'est toujours la rentabilité qui impose sa loi. « On nous demande de faire toujours plus avec moins de moyens. C'est plus possible ! » Pourtant de l'argent il y en a, insiste Franca. Beaucoup d'argent même. Il doit être injecté là où il est utile. Dans le social, la santé, l'éducation... Les élus de gauche doivent entendre ces exigences. Oui, il est urgent de changer de cap. P. F.



En direct des ateliers :

Jean-Luc Gibelin (PCF) : « La bataille des retraites est un choix de société. Une société solidaire est possible. La retraite à 60 ans à taux plein est une idée d'avenir. »

Serge Chabrol (syndicaliste FSU) : « La situation est d'autant plus complexe que le front syndical n'est pas unifié. Cela ne doit pas nous empêcher de mettre en partage des propositions alternatives. »

Laurent Mirmont (Gauche avenir) : « Il faut un référendum sur les retraites. » **Edwy Plenel** (journaliste) : « Nous avons besoin d'un sursaut. Il n'y a qu'un seul levier : toujours plus de démocratie et l'élaboration collective. La confiance, c'est le rassemblement et l'audace. »

Jean-Pierre Dubois (militant des droits de l'homme) : « Nous vivons dans une monarchie élective. Une oligarchie de dominants qui n'est plus supportable pour les individus informés que nous sommes. »

Yvan Lemaitre (NPA) : « Il y a besoin de rassembler des forces pour inverser le cours des choses. » **Patricia Téjas**

(syndicaliste CGT) : « Nous proposons de reclassifier tous les métiers à partir de l'exigence : à travail égal, salaire égal. »

Pascal Joly (syndicaliste CGT) : « Il faut envisager une sécurité sociale professionnelle tout au long de la vie. »

La France doit jouer un autre rôle au Proche-Orient

Le ministère israélien des Finances a annoncé le 16 juin par voie de communiqué que les ministres des Finances israélien et palestinien avaient décidé de « reprendre leur coopération économique » et établi à cette fin un calendrier de mise en œuvre. Côté palestinien, il est précisé que « la but de cette prise de contact – entre les deux ministères – est de rétablir les réunions régulières sur des questions telles que la fourniture de carburant, d'électricité et d'eau aux Palestiniens et le financement des soins des Palestiniens dans les hôpitaux israéliens ». À la veille de la visite, du 19 au 21 juin, à Jérusalem et Ramallah, de la

chefe de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, cette décision rétablit un semblant de coopération malgré l'annonce, il y a quelques jours, du projet de construction de plus de 1 000 nouveaux logements dans deux colonies du Nord de la Cisjordanie. Si les Etats-Unis préfèrent ménager leur allié stratégique israélien, on est en droit d'attendre de l'Union européenne – au moment de la visite de la vice-présidente de la Commission européenne et Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité – des gestes significatifs pour le respect des résolutions de l'ONU et l'édification, aux côtés d'Israël, d'un Etat palestinien souverain. Ceci passe inévitablement par

l'arrêt net de la colonisation, par la restitution des terres illégalement confisquées, par la libération des près de 5 000 prisonniers politiques (parmi lesquels 236 mineurs !) Quelques mois après l'entrée de la Palestine à l'ONU, il est grand temps de laisser le droit et la justice l'emporter. La France peut jouer un rôle majeur en ce sens en commençant par reconnaître officiellement la Palestine. C'est le message d'espoir et de solidarité que Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, président du Parti de la gauche européenne (PGE) et sénateur, vient porter à l'occasion de sa première visite en Palestine et Israël du 27 juin au 2 juillet, accompagné d'une importante délégation de notre parti. Cette visite de terrain



à Jérusalem, Ramallah, Naplouse, Nazareth... constitue une étape importante en prémisses au lancement en France de la campagne mondiale pour la libération du député palestinien Marwan Barghouti – campagne de large mobilisation populaire qui, par le poids de la solidarité internationale, pourrait bien rendre la paix incontournable. ✪

Lydia Samarbaksh
responsable des Relations
internationales au PCF

(1) La délégation est composée de Lydia Samarbaksh, Patrick Le Hyaric, Mathilde Caroly, Fernand Tuil et Nordine Idir.

Talent

Le Président a un vrai talent, disons d'adaptation. Il devient salarié devant les salariés, Allemand devant les Allemands, socialiste devant les socialistes, patron devant les patrons. C'est cette dernière manie qui l'habite beaucoup aujourd'hui. Le 10 juin dernier, encore, il était au dîner du Cercle de l'Industrie, devant la crème du CAC 40, une trentaine de patrons, venus de PSA, de Veolia, de GDF-Suez, de l'Oréal, d'Air France-KLM, etc. Et il leur a proposé un discours libéralo-libéral « que même l'UMP n'aurait pas tenu ! » avoua un des participants au Figaro. Plus patron que lui, tu meurs. « On s'est un peu pincé en entendant ce discours pro-entreprise » nota un PDG invité : sus au coût du travail, compétitivité, hausse de la TVA, le bréviaire habituel. « L'ail social-démocrate a enfin pris le pavlov à l'Elysée, ce qui marque le retour du principe de réalité : les entreprises sont le poumon de l'économie » soupira un autre cadavre, ébaubi par un Président « très à l'aise ». Prenons le pari que le jour où le pays va virer à gauche, vraiment, le Président parlera à gauche, vraiment. ✪

Gérard Streiff

SERVEZ-VOUS - www.pcf.fr

Modèles de tracts Allocations familiales



Retraite

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PCF

Les inscriptions sont lancées !

Nous vous attendons. Cette année nous avons mis, une nouvelle fois, les petits plats dans les grands. Les ateliers seront plus nombreux, l'offre pratique renforcée, nous poursuivons notre effort pour que l'Université d'été du PCF soit un lieu de référence intellectuel et militant. Cette année nous mettrons plein feu sur les élections municipales en invitant des élus, des maires, des chercheurs qui innovent à montrer qu'il est possible de créer des politiques nouvelles. En tout domaine, démocratie locale, politique du logement, économie sociale et solidaire, écologie, l'Université d'été sera une boîte à outils pour penser notre action locale. Nous leverons le voile sur la créativité des élus communistes - et au-delà - dans les communes pour révéler un continent, celui de l'action locale, souvent méconnu par les militant-e-s que nous sommes. Cette année l'Université d'été proposera pour la deuxième année consécutive une grande rencontre "en direct" des nouveaux adhérents avec Pierre Laurent, notre secrétaire national. Petit message à celles et ceux qui sont déjà venus à l'Université : parlez-en autour de vous et revenez, vous êtes les meilleurs ambassadeurs de ce rendez-vous militant de la rentrée politique.

L'équipe de l'Université d'été

LES TEMPS FORTS :

La rencontre avec Pierre Laurent : en direct avec les nouveaux adhérent-e-s
Municipales : de nombreux ateliers sur l'innovation sur le terrain
International : cette année un programme dense pour tous les continents
Européennes : une plongée dans les enjeux européens
Et bien sûr décryptage et contre-propositions sur les retraites, état de la situation économique...

LES FORMATIONS DU PCF
Les 30, 31 août et 1^{er} septembre
Aux Karellis
à Saint-Jean-de-Maurienne

Université d'été 2013



PRATIQUE

COMMENT S'INSCRIRE ?
Les dates : 30, 31 août et 1^{er} septembre
Le lieu : Station « Les Karellis » à Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie)
PARTICIPATION AUX FRAIS :
60 € la participation simple aux ateliers, sans hébergement ni repas (ticket repas supplémentaire 15 €, petit-déjeuner 5 €)
Pension à 140 € en chambres collectives
240 € en chambre seule
Tarif enfant : 90 € jusqu'à 12 ans
Les partenaires : les secteurs de travail du Conseil national du PCF, le LEM Revue du Projet, la Fondation Gabriel Péri, revue La Pensée, Espaces Marx, l'ANEER, le MJCF, la revue Progressistes : science, travail et environnement
Pour s'inscrire : formation.pcf.fr
Contact : formation@pcf.fr

INTERNET Sur le site du PCF La vidéo des Assises nationales pour un changement de cap en France et en Europe

Changer de cap
en France et en Europe
En direct à partir de 13h30

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

Rendez-vous national du paiement des vignettes de la Fête de l'Humanité, lundi 24 juin à partir de 18 h 30, au siège du PCF

avec Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité
A cette occasion Pierre Laurent rendra compte de la délégation qu'il a conduit en Amérique du Sud

